

# Contribution d'un particulier

## Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

*Date de la contribution : 05/01/2022*

### Introduction

Je ne souhaite pas que mon nom apparaisse sur internet, pour me protéger de l'utilisation de ce témoignage à d'autres fins que celles prévues, voire du cyberharcèlement éventuel. Néanmoins je suis à votre disposition pour compléter mon témoignage afin d'enrichir vos analyses.

Concernant la méthodologie : plusieurs manques à mon sens :

Il manque l'évaluation des poses forcées relatées dans les médias (journaux télévisés du service public, revue 60 millions de consommateurs...) qui ont donné lieu à des violences sur les usagers (bousculades, menaces, non respect du refus), en ce sens il manque l'évaluation des personnes qui estiment que le compteur a été posé sans leur consentement

Il manque l'évaluation des dysfonctionnements subis par les poses :

des incendies (personnes qui témoignent que des étincelles sortaient du compteur linky... mise en danger de la vie d'autrui), des appareils qui ont subi des dysfonctionnements éléments répertoriés dans les revues de consommateurs comme 60 millions de consommateurs. Bien qu'Enedis n'ait pas reconnu l'ensemble des griefs, Enedis a reconnu qu'il y a eu des poses défectueuses. Il est probable que ce problème soit remonté car des citoyens s'étaient emparés du sujet et que la mise en lumière de ce problème a permis l'augmentation de la sécurité des poses ultérieures.

Il manque l'analyse des actions en justice menées par des victimes du déploiement et l'analyse du concept de principe de précaution dont se sont emparés des citoyens.

Il manque l'analyse de la pollution : coût énergétique, matériaux bilan CO<sub>2</sub> de l'opération, à quel moment les appareils communicants seront-ils renouvelés, dans combien d'années ?, diminution du rejet carbone de l'opération ?

Il manque l'analyse en termes d'emplois : suppressions d'emploi non délocalisables, nombre d'emplois créés en France ? est-ce que les engagements en termes d'emploi ont été respectés ? est-ce que le non engagement éventuel en termes de fabrication en France, serait une des causes de diminution des coûts du compteur ?

Il manque l'analyse de la possibilité dont ont abusé certains fournisseurs de récolter des données sans le consentement qui a été rendue possible par le déploiement à marche forcée d'Enedis, méthode dénoncée dans les revues officielles de consommateurs notamment.

Il manque également l'analyse d'interaction test avec Enedis : un dialogue en « aveugle » avec le service médiation d'Enedis permettrait d'évaluer la quantité de fausses informations fournies à celui qui téléphone pour poser des questions, ces fausses informations ont contribué à faire grandir la méfiance.

# Contribution d'un particulier

## 2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

**Question 1 :** Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

Il est indiqué qu'Enedis a posé un million de compteurs de moins qu'initialement prévu et qu'il y a eu une erreur sur le nombre total de compteurs.

Et de plus que l'indicateur retenu est le pourcentage 90%, et non le nombre de compteurs posés.

Plusieurs remarques : il semble inacceptable qu'Enedis se soit trompé sur le nombre de compteurs de son parc à une échelle aussi importante de l'ordre de 1.3 millions. Il est inacceptable que ce soit le pourcentage qui soit retenu pour établir l'efficacité du déploiement pour revendiquer la prime et non le nombre de compteurs en tant que tel. Par cette manipulation des chiffres Enedis touche une prime qui ne lui est pas due. De plus dans une partie est indiquée qu'un certain nombre de compteurs ne fonctionnent pas. Ils ne devraient donc pas être comptés pour justifier d'une prime puisqu'ils ne fonctionnent pas. Il y a une confusion entre compteur posés et compteurs en fonctionnement. Cette méthode d'évaluation arbitraire avantage Enedis.

Il est indiqué également une réduction sur les coûts de fabrication et de pose :

Pour les coûts de fabrication : a-t-il été vérifié que les compteurs censés être fabriqués en France l'ont bien été ?

Pour la pose : sur le terrain un reproche qui a été fait était que les poseurs de compteurs étaient formés en très peu de temps et étaient rémunérés au nombre de pose, les poussant à aller le plus vite possible au détriment de la qualité de pose, ce qui pose dans les cas les plus graves une question de mise en danger de la vie d'autrui.

La réduction du temps passé a eu plusieurs conséquences : compteurs mal posés ayant provoqués des incendies, utilisateurs non prévenus de la coupure de courant car le poseur ne prenait même pas la peine de sonner pour prévenir: perte de données pour ceux qui travaillaient sur ordinateur, appareils endommagés pour avoir été coupés brutalement... ces événements ont été recensés dans les médias et les revues de consommateurs

Des actions en justice sont en cours et leur résultat est à analyser : c'est une raison de suspendre l'attribution de la prime. De plus le fait que des compteurs ont été mal posés sont déjà une raison suffisante pour suspendre la prime.

Remarque P8 pour quelle raison y a t il un bonus notamment en 2020 alors qu'il y a un retard évoqué précédemment comme dû à la crise sanitaire ?

De plus il a été posé un million de compteurs en moins que prévu et Enedis se targue d'avoir rattrapé son retard dû à la crise sanitaire. Cela semble contradictoire.

Dans les présentations initiales au déploiement il apparaissait qu'Enedis expliquerait à l'usager au moment de la pose l'intérêt du compteur. Il semble qu'Enedis ait fait des économies sur cette étape et se reporte désormais sur les fournisseurs pour la diffusion d'informations quant aux possibilités du compteur. Enedis n'a pas rempli ses engagements d'information des usagers au moment de la pose et c'est une raison suffisante supplémentaire pour rendre caduque l'attribution de la prime.

## 3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

**Question 2 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Non

# Contribution d'un particulier

Commentaire :

Il manque l'analyse des réclamations pour les linky et les non linky.

en 3.1 l'objectif de réduction à horizon 2021 de -3TWh/an est annoncé comme à atteindre en 2025. Voilà une raison supplémentaire pour ne pas attribuer la prime. Cet élément est minoré alors qu'il est important pour montrer qu'Enedis ne respecte pas ses engagements.

## 3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

**Question 3 :** Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Non

Commentaire :

Non je ne le pense pas. Ces consommateurs sont en droit d'appliquer le principe de précaution, notamment du fait de poseurs insuffisamment formés. De plus un comportement de sobriété énergétique est compatible avec l'usage de l'ancien compteur puisque l'utilisateur peut éteindre de lui-même les appareils inutiles par exemple en éteignant la lumière lorsqu'il sort d'une pièce.

Le fait que l'utilisateur puisse faire l'auto-relève en indiquant le chiffre apparaissant sur le compteur est la méthode la plus sobre du point de vue énergétique et le plus en lien avec la lutte contre le gaspillage de fabrication d'appareils.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Défavorable

Commentaire :

Non la première étape indique clairement que l'utilisateur peut faire l'auto-relève. Cette première étape peut donc perdurer. Il n'est pas compréhensible que l'utilisateur ne puisse pas continuer à pratiquer l'auto-relève. L'utilisateur peut se mettre d'accord avec son fournisseur pour fonctionner ainsi.

**Question 5 :** Que pensez-vous des montants proposés ?

Les montants proposés ne semblent pas prendre en compte l'économie réalisée par l'absence de pose du nouveau compteur qu'il s'agira ensuite de renouveler dans quelques années. Il s'agit de la prolongation d'utilisation d'un compteur existant. De plus ceux qui ont refusé ont usé du principe de précaution qui est un droit. Principe de précaution qui se justifiait par une série de risques possibles dont entre autres le fait que les poseurs n'étaient pas électriciens.

Il n'est pas logique que soient sanctionnés les utilisateurs qui essaient d'utiliser le plus longtemps possible des appareils qui fonctionnent.

## 4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

# Contribution d'un particulier

je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question

**Question 7 :** Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question

## 4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

**Question 8 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question

**Question 9 :** Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question

## 4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Défavorable

Commentaire :

Je ne suis pas favorable à l'introduction d'indemnités qui reposeraient au final sur l'ensemble des autres usagers. Je suis favorable à la suppression de la prime d'Enedis payée par les contribuables et ayant été la cause des dysfonctionnements puisqu'Enedis avaient intérêt à aller vite. Les conséquences de cette marche forcée n'apparaissant pas dans cette étude.

**Question 11 :** S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

Je ne suis pas favorable à l'introduction d'indemnités